
**Comité préparatoire
de la Conférence des Parties
chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2015**

15 mars 2012
Français
Original : anglais

Première session

Vienne, 30 avril-11 mai 2012

**Mise en œuvre du plan d'action de la Conférence
des Parties chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération des armes nucléaires
en 2010, en particulier le point 61 : deuxième
Colloque international sur la réduction
de l'utilisation de l'uranium hautement enrichi**

Document de travail présenté par l'Autriche et la Norvège

L'Autriche, la Norvège et l'Initiative relative à la menace nucléaire ont tenu, en coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le deuxième Colloque international sur la réduction de l'utilisation de l'uranium hautement enrichi à Vienne du 23 au 25 janvier 2012. L'objectif étant de mettre en œuvre le plan d'action de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, le résumé du Colloque est soumis aux États Parties pour information et examen.

Résumé du Colloque

S'appuyant sur les conclusions du premier Colloque, tenu à Oslo en 2006, les participants au Colloque de Vienne se sont de nouveau penchés sur la question de la réduction de l'utilisation de l'uranium hautement enrichi et ont examiné les progrès accomplis et la portée de l'action menée jusqu'à présent, ainsi que les problèmes restant à régler et les éventuelles mesures à prendre pour y parvenir. L'idée de réduire l'utilisation de l'uranium hautement enrichi dans le secteur civil fait de plus en plus d'adeptes, ainsi qu'il est ressorti de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010 et du Sommet sur la sécurité nucléaire. Le Colloque a porté essentiellement sur la réduction de l'utilisation de l'uranium hautement enrichi dans les infrastructures nucléaires civiles du monde entier, a fourni un cadre à la négociation et à l'élaboration de politiques générales réalistes, et a favorisé un dialogue sur les initiatives nationales et internationales destinées à réduire et, à terme, éliminer l'utilisation de l'uranium hautement enrichi dans le secteur civil.



L'Ambassadeur de la Norvège, Jan Petersen, a ouvert le Colloque en soulignant que la réduction de l'utilisation de l'uranium hautement enrichi s'inscrivait dans une action globale visant à bâtir un monde plus sûr, exempt d'armes nucléaires. Si la quasi-totalité de l'uranium hautement enrichi est destiné à un usage militaire, les quantités utilisées par le secteur civil sont toutefois suffisantes pour constituer une menace considérable si elles étaient acquises ou réaffectées à des fins non pacifiques. La réduction de l'utilisation de l'uranium hautement enrichi est un élément important de la non-prolifération, qui permet de faire progresser la coopération internationale dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et de favoriser le désarmement nucléaire. L'AIEA joue donc un rôle essentiel en matière de vérification et de promotion du principe de responsabilité, de la sûreté et de la sécurité des applications pacifiques de la technologie nucléaire à l'échelle mondiale.

À l'issue de la déclaration de M. Petersen, les thèmes ci-après ont été examinés dans le cadre de six tables rondes :

- Installations en service employant de l'uranium hautement enrichi et défis restant à relever;
- Les progrès de la réduction : moteurs techniques, politiques et économiques;
- Les défis de la réduction aux États-Unis et en Fédération de Russie : questions politiques, techniques et économiques;
- Les défis de la réduction à l'échelle mondiale : questions politiques, techniques et économiques;
- Initiatives concertées sur le plan international : gouvernements, industrie et organisations internationales;
- Positions de haut niveau sur la réduction de l'uranium hautement enrichi.

Résumé des débats

L'utilisation de l'uranium hautement enrichi pour toute une série d'objectifs civils et militaires pose des risques réels en matière de sûreté et de sécurité, et le temps ne joue pas en notre faveur. De nombreux pays disposent de grandes quantités d'uranium hautement enrichi destiné à un usage civil et militaire. L'essentiel des stocks se trouve aux États-Unis et en Fédération de Russie, bien que nombre d'autres pays en possèdent également des quantités non négligeables. Au cours des 10 dernières années, on a beaucoup avancé sur la voie de la réduction des stocks d'uranium hautement enrichi et de leur utilisation, grâce notamment à la conversion de réacteurs à uranium hautement enrichi en réacteurs à uranium faiblement enrichi et à des initiatives communes telles que les programmes russo-américains de dilution de l'uranium hautement enrichi (baptisé « megatons to megawatts ») et de conversion et de solidification des matières. Cependant, de nombreuses difficultés subsistent.

Les participants se sont longuement arrêtés sur l'utilisation de l'uranium hautement enrichi dans les installations de recherche, les navires à propulsion nucléaire et les stocks, tant dans les domaines civils et militaires (à des fins non explosives). Ils se sont accordés sur le fait qu'il y avait encore plus d'une centaine d'installations alimentées à l'uranium hautement enrichi dans le monde et que des centaines de kilogrammes de cet uranium étaient utilisés dans des installations

civiles chaque année. D'autres activités du cycle du combustible nucléaire recourant à l'uranium hautement enrichi dans divers sites et installations, telles que la fabrication et le transport du combustible et le traitement des déchets, constituent un autre défi de taille à relever.

L'un des grands enjeux est d'arriver à appréhender pleinement l'ampleur du problème. La transparence est un moyen d'y parvenir. Il n'existe pas de régime de transparence obligatoire ni d'obligation de déclarer régulièrement l'état des stocks civils d'uranium hautement enrichi, bien que tous les États non dotés d'armes nucléaires qui ont conclu un accord de garantie avec l'AIEA établissent des rapports confidentiels sur le sujet. L'Allemagne, la France, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord joignent, aux fins de publication par l'AIEA, des données sur leur stock civil d'uranium hautement enrichi à la déclaration qu'ils communiquent sur l'état de leur stock civil de plutonium. Jusqu'à la mise en place d'une norme propre à accroître la transparence concernant les stocks civils d'uranium hautement enrichi, il serait bon d'encourager tous les États qui possèdent ce type d'uranium à faire des déclarations à titre volontaire. Il s'agit par ailleurs de déterminer comment prendre en compte les stocks constitués à des fins militaires non explosives. Il pourrait être souhaitable de déclarer, en sus de l'uranium hautement enrichi, les matières issues du désarmement nucléaire, les matières déclarées comme excédentaires par rapport aux besoins militaires et les matières contenues dans les stocks actifs et les stocks de réserve et destinées à la propulsion de navires militaires.

Il s'agit en outre de parvenir à allier élimination de l'uranium hautement enrichi et amélioration de la sécurité des matières. Si les activités de conversion et d'élimination sont susceptibles d'accroître les risques de sécurité du fait des transformations qu'elles entraînent et du transport qu'elles nécessitent, il faut procéder à une évaluation au cas par cas tout en tenant compte de la réduction à long terme des risques associés à la solidification et à l'élimination de ces matières. Les opérations d'élimination ou de solidification des stocks d'uranium hautement enrichi doivent être conduites d'une manière qui garantisse le plus haut niveau de sécurité, notamment pour ce qui est du transport.

Au cours des cinq dernières années, on a enregistré d'importants progrès, voire de grandes réussites, sur le plan de la réduction de l'uranium hautement enrichi. De nombreux réacteurs de recherche, notamment ceux d'Ouzbékistan et de Roumanie, se sont vu doter de cœurs fonctionnant à l'uranium faiblement enrichi, avec l'appui financier et technique actif de programmes américains et russes. Ces succès mettent en lumière les conditions essentielles à la réussite de la conversion d'un réacteur de recherche, à savoir : des cadres juridiques et réglementaires efficaces; un appui actif et des décisions favorables de la part du Gouvernement et de l'exploitant de l'installation; la coopération internationale; la gestion du processus par des experts nationaux et internationaux qualifiés; et l'aide de l'AIEA. Il ne faut pas oublier que les opérations de conversion de réacteurs et d'élimination du combustible s'étendent souvent sur plusieurs gouvernements successifs; il peut par conséquent s'avérer important de mener une campagne réfléchie propre à mobiliser un large soutien, notamment au sein du public en recourant aux médias.

Par ailleurs, d'importants progrès ont été faits en ce qui concerne la conversion des processus de production de molybdène 99. Tous les grands fournisseurs commerciaux se sont engagés à transformer leurs installations et leurs processus en

vue d'utiliser de l'uranium faiblement enrichi avant 2015, et l'Australie (grâce un partenariat technologique avec l'Argentine) a été la première à se doter des moyens de produire, aux fins de commercialisation, du molybdène 99 à base d'uranium faiblement enrichi. Il est souhaitable de convertir les processus actuels recourant à la fission pour qu'ils abandonnent l'uranium hautement enrichi au profit de l'uranium faiblement enrichi en adaptant les technologies existantes, en attendant la mise au point et l'évaluation du potentiel de nouvelles techniques, telles que les réacteurs à activation de neutrons et à solution.

La rentabilité des décisions de conversion n'est pas encore évidente, en partie du fait que les activités de production de molybdène 99 n'ont jusqu'à présent pas réellement permis d'amortir les dépenses engagées. Afin de pouvoir prendre des décisions éclairées sur l'adoption du molybdène 99 à base d'uranium faiblement enrichi, il importe de réaliser une évaluation du coût total de la chaîne d'approvisionnement molybdène-technétium, à l'image de celle que réalise actuellement l'Organisation de coopération et de développement économiques. Le rythme, l'envergure, le calendrier et la portée des activités de conversion ont des conséquences commerciales et économiques qu'il faut s'attacher à appréhender et qui sont susceptibles d'influer sur la fiabilité de l'approvisionnement. La fiabilité du combustible et de la matière cible motive la conversion; en effet, vu qu'il devrait devenir difficile de se procurer de l'uranium hautement enrichi pour produire des isotopes médicaux, la conversion pourrait être décidée pour éviter des interruptions d'approvisionnement. Toutefois, il ne serait pas bon de justifier des décisions touchant au cycle du combustible susceptibles de poser problème par des peurs irraisonnées quant au manque de fiabilité des fournisseurs de matières.

Il importe également de veiller, afin de garantir l'approvisionnement, à ce que les régimes réglementaires prévisibles favorisent les techniques de production de molybdène 99 à base d'uranium faiblement enrichi. Les pays devraient se préparer à faciliter l'octroi en temps utile d'autorisations à la fois pour les processus de production à base d'uranium faiblement enrichi et pour les isotopes médicaux qu'ils permettent de produire. La coopération internationale en la matière est capitale, et il importe de prendre conscience des liens qui existent entre les divers acteurs, notamment entre les pays et entre les intervenants des secteurs public et privé, et de coordonner leurs actions.

Les États-Unis et la Fédération de Russie ont une responsabilité particulière dans la réduction de l'utilisation de l'uranium hautement enrichi, étant donné qu'ils détiennent plus de 90 % du stock mondial de ce type d'uranium et plus de 50 % des réacteurs de recherche en service fonctionnant avec ce combustible. Ils ont également fourni la plupart des réacteurs de recherche à uranium hautement enrichi dans le monde ainsi que le combustible destiné à les alimenter. D'importants progrès ont été enregistrés, puisque ces deux pays ont facilité de grands projets de conversion de réacteurs et de récupération du combustible et entrepris de consolider leurs infrastructures nucléaires. En particulier, l'Initiative mondiale de réduction de la menace nucléaire, lancée par le Département de l'énergie des États-Unis, a facilité la conversion ou l'arrêt de 38 réacteurs depuis 2004 et met actuellement au point de nouveaux combustibles à uranium faiblement enrichi pour les réacteurs qu'il n'est pas possible de convertir en utilisant des combustibles existants.

Les États-Unis et la Fédération de Russie ont toutefois encore beaucoup à faire, et doivent notamment prendre des décisions de politique générale qui tiennent

compte du risque perçu. L'uranium hautement enrichi est encore utilisé dans certaines installations relevant du programme sur la réduction de l'enrichissement pour les réacteurs de recherche et d'essai, et de nombreuses installations – les assemblages critiques et les réacteurs pulsés, par exemple – ne disposent pas de procédés viables de conversion ou d'arrêt. En outre, l'uranium hautement enrichi est encore utilisé dans des installations qui ne relèvent pas de ce programme, et les réacteurs qui n'ont pas encore été convertis sont ceux qui posent les plus grandes difficultés techniques. Malgré cela, si certaines installations, en particulier les réacteurs à flux élevé et ceux qui sont dotés d'un système d'alimentation en combustible atypique, sont effectivement problématiques, la conversion est possible dans quasiment tous les cas, pourvu que le combustible en cours de mise au point réunisse les conditions voulues. Il convient de noter que, pour que la conversion soit viable, les exploitants doivent avoir la certitude que les objectifs de résultat postérieurs à la conversion seront atteints. Les travaux effectués à ce jour semblent indiquer que, dans la quasi-totalité des cas, la conversion ne nuit pas à la performance. Il est plus difficile d'obtenir des exploitants et des gouvernements qu'ils s'engagent à réduire l'utilisation de l'uranium hautement enrichi en raison de pressions concurrentes telles que l'augmentation des coûts, le temps nécessaire à la réalisation de la conversion et les incertitudes opérationnelles et réglementaires.

Les États-Unis et la Fédération de Russie doivent maintenant élargir la portée des programmes existants en y incluant des installations et des matières supplémentaires, en accélérer la mise en œuvre et multiplier les méthodes d'action et les mesures d'incitation proposées dans les divers programmes de réduction de l'utilisation de l'uranium hautement enrichi. En outre, il serait souhaitable que la Fédération de Russie mette au point un plan stratégique relatif aux sciences et techniques nucléaires qui vise à déterminer le nombre de réacteurs de recherche et d'assemblages critiques nécessaire pour que l'État puisse mener à bien sa mission scientifique, ce qui permettrait d'imprimer un nouvel élan aux programmes de réduction de l'utilisation de l'uranium hautement enrichi et de garantir la viabilité et l'irréversibilité du processus.

En dehors des États-Unis et de la Fédération de Russie également, il subsiste d'importants défis concernant la réduction de l'uranium hautement enrichi. Les installations en attente d'une conversion facile sont moins nombreuses aujourd'hui, mais ce sont celles qui ne sont pas prévues dans les plans actuels de conversion qui posent les plus grandes difficultés. Pour certaines d'entre elles, la conversion demeure une question de priorité. Lorsqu'il est décidé que la performance ne doit en aucun cas être sacrifiée, il est difficile d'envisager une conversion avant que de nouveaux combustibles en cours d'élaboration deviennent disponibles. Par conséquent, lorsque l'on réfléchit à la conversion, il faut se poser la question de savoir quel niveau de performance est suffisant, et s'il est toujours bon d'en faire plus. Dans un très petit nombre de cas, il pourrait être nécessaire d'imaginer une méthode d'action multidimensionnelle qui pourrait consister à :

- S'engager à réduire concrètement l'enrichissement de façon à obtenir un uranium de qualité aussi inférieure que possible à la qualité militaire;
- Évaluer en permanence les besoins réels de l'installation en matière de performance;
- S'engager fermement, dans l'intervalle, à poursuivre la mise au point de combustibles à uranium faiblement enrichi;

- S'engager à procéder à la conversion le plus tôt possible.

Dans d'autres types d'installations utilisant de l'uranium hautement enrichi, comme l'assemblage critique rapide du Japon, on manque d'orientations stratégiques quant à l'usage actuel de l'installation et à la pertinence de celle-ci à l'avenir. Avant de procéder à une conversion totale au profit de l'uranium faiblement enrichi ou de décider l'arrêt des réacteurs, il pourrait être souhaitable que ces installations procèdent elles aussi à un enrichissement réduit de nature à obtenir un uranium de qualité inférieure à la qualité militaire.

La coopération internationale revêt une importance primordiale dans les initiatives de réduction de l'utilisation de l'uranium hautement enrichi. L'Initiative mondiale de réduction de la menace nucléaire, lancée par les États-Unis, est un exemple de collaboration bilatérale d'un pays avec d'autres États en vue de réduire l'utilisation de l'uranium hautement enrichi dans les réacteurs de recherche et la production d'isotopes médicaux, qui facilite l'action collective de la communauté internationale sur des questions telles que la mise au point de nouveaux combustibles et l'élimination des matières. Certaines activités internationales ont pour but d'encourager le recours à des produits et des processus faisant appel à l'uranium faiblement enrichi, comme l'achat exclusif d'isotopes médicaux faits à partir d'uranium faiblement enrichi. D'autres actions visent tout particulièrement à réduire et éliminer l'uranium hautement enrichi. Les États devraient contribuer de manière plus visible et plus active aux efforts de réduction lancés à l'échelle tant bilatérale que multilatérale.

L'AIEA coopère avec ceux de ses États membres qui le demandent pour convertir des réacteurs de recherche alimentés à l'uranium hautement enrichi, transformer les processus de production d'isotopes médicaux pour qu'ils abandonnent l'uranium hautement enrichi au profit de l'uranium faiblement enrichi, et aider les États Membres à renvoyer dans son pays d'origine le combustible nucléaire à uranium hautement enrichi neuf ou épuisé. Ces initiatives devraient être appuyées et élargies dans la mesure du possible. Plusieurs mesures peuvent être prises pour poursuivre les efforts internationaux visant à réduire l'utilisation de l'uranium hautement enrichi, à savoir :

- Hiérarchiser les menaces et s'efforcer d'éliminer les plus graves;
- Travailler avec les États et les programmes qui détiennent les plus grandes quantités d'uranium hautement enrichi afin de réduire ces stocks;
- Recenser les domaines sur lesquels il est facile de travailler, sur les plans technique et politique.

Les projets actuels de réduction de l'utilisation de l'uranium hautement enrichi sont essentiellement motivés par des préoccupations liées à la sécurité. Si la plupart des États sont au fait des travaux sur la réduction de l'uranium hautement enrichi, ce sont d'autres facteurs – par exemple une grande catastrophe – qui sont à la source des améliorations apportées à la sûreté nucléaire. L'une des principales contributions que les organisations internationales et les organisations non gouvernementales peuvent apporter à cette action est de servir d'instances favorisant le dialogue sur la sécurité de l'uranium hautement enrichi. Il s'agit tout particulièrement de mettre en œuvre un régime international d'homologation de sécurité, tel celui actuellement mis au point par le World Institute for Nuclear

Security, qui permettrait de veiller à ce que l'uranium hautement enrichi restant sur un site soit conservé dans des conditions de sécurité adéquates.

Les efforts concrets de réduction de l'utilisation de l'uranium hautement enrichi sont orientés par des engagements politiques pris à haut niveau. Pour plusieurs États, les considérations politiques liées à l'application du plan d'action issu de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, des résolutions du Conseil de sécurité et des engagements pris dans le cadre du Sommet sur la sécurité nucléaire, sont déterminantes pour la réduction de l'utilisation de l'uranium hautement enrichi. Les recommandations qui ont été formulées lors de débats informels, comme au cours du Colloque tenu à Oslo en 2006, sont appliquées par les gouvernements. Il est primordial que les réunions tenues à l'avenir, telles que le Sommet sur la sécurité nucléaire qui devrait se tenir à Séoul en 2012, fassent fond sur ces efforts et les intensifient afin de faire avancer concrètement cette question.

L'Ukraine, par exemple, qui a décidé de renoncer aux armes nucléaires dans les années 90, s'est de surcroît engagée, avec l'aide de l'AIEA, à éliminer tous ses stocks d'uranium hautement enrichi. Les États-Unis ont profité du Sommet sur la sécurité nucléaire pour élargir leur engagement de longue date vis-à-vis de la réduction de l'utilisation de l'uranium hautement enrichi et pour nouer et renforcer les partenariats internationaux en la matière. Les engagements politiques pris au plus haut niveau par ces deux pays – et bien d'autres – sont une condition *sine qua non* du succès à long terme de la réduction de l'utilisation de l'uranium hautement enrichi. Il est nécessaire de faire fond sur ces succès en mobilisant les pays qui n'ont pas participé au Sommet sur la sécurité nucléaire et ne sont pas parties au Traité sur la non-prolifération.

Certaines mesures proposées et existantes viennent compléter les efforts de réduction de l'utilisation de l'uranium hautement enrichi. Certains pays pourraient envisager de s'engager, à titre volontaire, à ne détenir ni uranium hautement enrichi ni plutonium 239. Il pourrait s'agir ensuite d'établir, à l'échelle nationale ou régionale, une zone exempte de matières pouvant servir à la fabrication d'armes nucléaires. En outre, les mécanismes multilatéraux de garanties concernant le combustible, comme la banque internationale du combustible nucléaire de l'AIEA, contribuent à appuyer la réalisation des objectifs du Traité sur la non-prolifération qui consistent à faciliter les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et à appuyer la non-prolifération nucléaire à l'échelle mondiale, sans porter atteinte au droit de tous les États de bénéficier des avantages des applications pacifiques de l'énergie nucléaire. De la même manière, en se conformant au dispositif de sécurité et de sûreté nucléaires que l'AIEA s'attache à renforcer, notamment la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et son amendement, INFCIRC/225/revision 5, et d'autres instruments relatifs à la sécurité et à la sûreté, on contribue à réduire les risques d'incidents terroristes et d'accidents, tout en renforçant la confiance de la communauté internationale. Au niveau régional, on trouve des exemples d'étroite coopération en Europe et en Amérique latine.

Orientations et recommandations formulées par les organisateurs du Colloque

Sans être obligatoirement partagées par l'ensemble des participants au Colloque, les recommandations ci-après proposent des options de politique générale

propres à avancer sur cette question. Elles visent à promouvoir des progrès tangibles et à favoriser la transparence, la confiance et la coopération en matière d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, tout en garantissant une sûreté, une sécurité et une non-prolifération maximales.

Réduction de l'uranium hautement enrichi

1. Continuer de convertir les installations et les processus recourant à l'uranium hautement enrichi, éliminer cette matière dans le plus grand nombre possible de pays et de sites et veiller à assurer le plus haut niveau de sécurité là où il reste des stocks.
2. Terminer le processus de conversion des réacteurs sources de neutrons miniatures, sachant que ce type d'activité est difficile mais nécessaire dans les lieux où la situation politique est délicate.
3. Envisager des mesures d'incitation supplémentaires pour favoriser la conversion et l'élimination.
4. Mettre au point une norme convenue à l'échelle internationale prévoyant d'utiliser de l'uranium faiblement enrichi à la place de l'uranium hautement enrichi dans toute nouvelle installation ou processus en cours d'élaboration, de conception de construction (y compris dans d'éventuelles nouvelles applications telles que des réacteurs spatiaux).
5. S'agissant des installations pour lesquelles des combustibles à base d'uranium faiblement enrichi ne sont pas encore disponibles, obtenir un engagement en faveur d'un enrichissement à un niveau inférieur à la qualité militaire et au plus bas niveau possible, jusqu'à ce qu'un combustible à base d'uranium faiblement enrichi répondant aux conditions requises soit produit.
6. Mettre au point un programme international de recherche et de développement en collaboration afin de réfléchir aux moyens d'assurer la gestion des nouveaux combustibles usés à base d'uranium faiblement enrichi résultant des processus de conversion.
7. Encourager l'adoption d'exigences de sécurité en fonction des types de matières utilisées et mettre en évidence les cas dans lesquels le passage à l'uranium faiblement enrichi contribue à faire baisser les dépenses de sécurité, afin de motiver des décisions en faveur de la conversion.
8. Encourager les États membres de l'AIEA à reconnaître et soutenir les compétences et les capacités de l'Agence afin de contribuer plus avant aux initiatives internationales visant à réduire l'utilisation de l'uranium hautement enrichi.

Réacteurs civils de propulsion navale

1. Établir une norme mondiale prévoyant d'utiliser de l'uranium faiblement enrichi à la place de l'uranium hautement enrichi dans tout nouveau navire civil à propulsion nucléaire.
2. Cesser progressivement d'exploiter ou convertir les navires civils alimentés à l'uranium hautement enrichi.

Transparence

1. Mettre au point des normes ou des directives internationales régissant l'établissement des déclarations publiques relatives à l'état des stocks d'uranium hautement enrichi pour que celles-ci soient faites régulièrement et soient cohérentes du point de vue de la forme et du contenu.
2. Encourager les pays du monde entier à déclarer à titre volontaire l'état de leurs stocks d'uranium hautement enrichi et, en particulier, au vu de l'importance des quantités, à déclarer une plus grande quantité d'uranium hautement enrichi comme excédant les besoins militaires (y compris provenant des programmes navals) et à s'engager à diluer les matières déclarées excédentaires.
3. Promouvoir et appuyer les efforts indépendants qui renseignent davantage le public sur les installations et les stocks.

Élargissement des efforts

1. Élargir les initiatives de conversion aux assemblages critiques et aux réacteurs pulsés.
2. Prendre conscience des difficultés, engager un dialogue visant à évaluer les besoins qui justifient la poursuite de l'utilisation d'uranium hautement enrichi dans les navires militaires, et réaliser une étude de faisabilité relative à l'utilisation d'uranium faiblement enrichi pour la propulsion des futures générations de sous-marins et de porte-avions.
3. Faire évoluer le dialogue international de la réduction de l'utilisation de l'uranium hautement enrichi vers l'élimination des applications civiles de ce type d'uranium.

Conclusion

La réduction de l'utilisation de l'uranium hautement enrichi a pour objectif fondamental d'ouvrir la voie vers un monde plus sûr. Les débats du deuxième Colloque international sur la réduction de l'utilisation de l'uranium hautement enrichi révèlent que, si certains désaccords subsistent concernant la cadence et l'ordre de priorité du processus, le principe lui-même fait l'objet d'un consensus de plus en plus solide. Il incombe à l'ensemble des parties prenantes de saisir cette occasion pour élargir le consensus et rendre les engagements irréversibles.
